COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire en Martinique et en Guadeloupe.
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe.
Pour la reconstruction de la IVéme Internationale.

samedi 13 janvier 1979 — N°5 — PRIX : ANTILLES 1,50F FRANCE 2F

Editorial

GISCARD A FAIT SON NUMERO

Giscard aura donc consacré une phase purement «antillaise» à son voyage en Guadeloupe.

En effet, à la fin du sommet il rencontrait les élus et offrait une réception au Bas du Fort.

C'est ainsi que tout ce que la Guadeloupe compte de notables s'y était rendu. Dijoud, qui n'est pas à un voyage près, était venu tout spécialement participer à cette rencontre politico-mondaine.

Giscard annonça entre autres qu'il était dans l'intention du gouvernement de faire des «départements français d'Amérique» un exemple de progrès social, de justice et de paix, il donna aussi en passant un coup de chapeau à son ministre en faisant l'éloge du Colloque... bref, contentement, autosatisfaction, congratulation, rien n'y manqua.

Mais les applaudissements qu'il a recueillis étaient ceux de tout ce beau monde qui ce soir-là l'attendait sur les pelouses de la villa du Fort Fleur d'Epée, ceux des chefs d'entreprise, des hauts fonctionnaires, des officiers et de tout le lobby colonial.

Que signifie donc «exemple de progrès social» pour la population laborieuse des Antilles, alors que nombreux sont ceux parmi les travailleurs qui vivotent avec 1.500 Francs par mois, quand ils ne se trouvent pas réduits au chômage ou obligés d'émigrer pour trouver un emploi ? Ce n'est là qu'une expression vide de sens.

Il n'y a eu que les élus de la droite ou ceux d'une certaine gauche pour accorder une quelconque valeur à cette partie antillaise du voyage de Giscard. C'est ainsi que, hormis les traditionnels «lèche-bottes» des différentes composantes de la majorité ici, on a pu voir certains «socialistes» comme Michaux-Chevry ou Dagonia deviser le plus tranquillement du monde avec M et Mme Giscard.

Dans une interview, Dagonia rendant hommage à Giscard a tenu a-t-il dit à «lever toute équivoque» sur le camp politique choisi par lui et les siens : celui du pouvoir. Peut-être pensait-il en informer les rares personnes qui en doutaient encore...

En tout cas c'est avec le soutien avoué de cette classe politique-là que Giscard aura pu si aisément y aller de sa démagogie habituelle, et promettre monts et merveilles : équipements sportifs, réalisation de «programmes», etc...

Cependant, malgré les efforts d'un Bernier ou d'un Hélène, malgré ceux de la presse écrite et parlée, en particulier France-Antilles, pour vanter «l'accueil chaleureux» qu'aurait reçu Giscard, c'est par l'indifférence que la grande majorité des travailleurs a traité ce dernier.

martinique : BARROT, PELLETIER

DES MINISTRES EN BALADE

Messieurs BARROT (ministre de l'artisanat et du commerce) et PELLETIER (secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation) n'auront pas eu de chance : ils sont arrivés précisément au moment où presse, radio et télévision ne parlaient que du Sommet des Quatre en Guadeloupe, et leur passage à la Martinique est passé pratiquement inaperçu.

Bien sûr, comme tous leurs prédécesseurs, ils n'avaient pas grand-chose à dire, sinon les sempiternelles promesses d'usage réservées aux «populations d'outre-mer». Mais, GISCARD tenant la vedette, ils n'ont pu hélas bénéficier de toute la publicité habituellement consacrée aux ministres de passage aux Antilles. Enfin, avec le froid terrible qui règne en ce moment en France, ils auront pu au moins se réchauffer quelques jours au soleil. C'est toujours ça de pris !

Quant aux problèmes qu'ils étaient censés venir résoudre, ils ont eu la franchise de l'avouer : ils n'étaient pas venus pour ça.

Ainsi, M. BARROT, en réponse aux petits artisans et commerçants qui demandent la couverture sociale de leurs frais de maladie, n'a formulé que de très vagues promesses en annonçant la tenue d'une réunion le 1er février «pour une recherche de solution».

Aux petits commerçants touchés par la construction de l'hyper-marché au Lamentin, il n'a fait que répondre que «le commerce devait entrer dans une économie de concurrence» qui ne pouvait «qu'être bénéfique». Il entendait sans doute par là : bénéfique aux capitalistes.

Quant à M. PELLETIER, il a déclaré tout de go qu'il était venu uniquement «pour s'informer». C'est sans doute pour «s'informer» plus amplement sur les problèmes de l'enseignement à la Martinique qu'il a fait défiler à une allure record les représentants du personnel de l'éducation dans son bureau. Les premiers avaient à peine le temps d'ouvrir la bouche pour exposer leurs doléances qu'ils étaient déjà dehors et remplacés par ceux qui faisaient le pied de grue dans le couloir.



De G à D : Le vice-recteur SARLAT, le recteur DOUMENGE et le ministre PELLETIER

Après ces entretiens-bidon, il a visité un certain nombre d'établissements scolaires. Mais il a soigneusement évité le CES de Cassien Sainte Claire à Fort-de-France, qui tombe littéralement en ruine, et où les parents ont refusé d'envoyer leurs enfants à la rentrée en signe de protestation. M. PELLETIER avait pourtant là une bonne occasion de «s'informer» sur le tas !

En bref, ces messieurs ont été envoyés pour faire croire qu'on se souciait réellement, en haut lieu, des problèmes qui ont mobilisé l'opinion ces derniers mois en Martinique : ceux des milieux enseignants, et des artisans et petits-commerçants.

Une fois de plus les ministres auront fait trois petits tours et s'en seront allés sans rien régler.

Sommet de Saint-François :

QU'EN EST-IL SORTI ?

Réunis trois jours lors du sommet de Saint-François, Giscard, Schmidt, Carter et Callaghan auront, comme eux-mêmes l'ont dit, parlé de choses et d'autres.

Sous le couvert de «discussions informelles», de «conversations franches et directes», il apparaît en effet que peu de choses importantes auront été conclues au cours de la rencontre de Saint-François. Car seuls de vieux sujets débattus depuis des années et qui sont loin de faire l'unanimité ont été évoqués du moins publiquement. Le problème du désarmement et de la sécurité dans le monde a été l'un des principaux centres d'intérêt du sommet, notamment en ce qui concerne les accords SALT (Discussions sur la Limitation des Armes Stratégiques) entre l'URSS et les Etats-Unis.

Il fallait bien en tout cas que les quatre «Grands» aient quelque chose à discuter, pour masquer à l'opinion publique le vide apparent de leur réunion au sommet.

Du reste ce sommet est apparu tellement dépourvu de contenu que les journalistes étaient obligés pour meubler leurs articles ou leurs interventions radio-télévisées de s'attacher aux menus faits et gestes de ces quatre chefs d'Etat.

C'est ainsi par exemple que les auditeurs de Guadeloupe purent apprendre que Carter avait fait son footing vendredi matin accompagné tout de même de ses gardes du corps, que les trois autres avaient beaucoup apprécié le gâteau au coco servi lors du premier déjeûner, etc...

Le voyage et divers déplacements des épouses de ces messieurs furent également contés dans leurs moindres détails : pas un seul auditeur n'ignore que «ces dames» se sont rendues aux Saintes dans l'après-midi du vendredi.

En définitive, Carter, Callaghan, Schmidt et Giscard auraient souhaité prendre deux ou trois jours de vacances en Guadeloupe qu'ils ne se seraient pas conduits autrement.

Et les moins hypocrites dans tout cela ont été Carter et Callaghan qui se sont octroyé gaillardement deux jours de vacances supplémentaires.

L'AUTRE VERSANT DU SOMMET

PAS D'AUSTERITE POUR LES GRANDS

La réunion au sommet des quatre grands, si elle n'a débouché sur rien de bien sérieux quant au fond aura coûté fort cher aux contribuables. A tous les niveaux des moyens gigantesques auront été mis en œuvre.

Rien que pour la seule administration des PTT, c'est paraît-il un milliard de centimes qui a été dépensé pour la circonstance.

Eh bien oui, noblesse oblige dit le dicton, pour les seuls Etats-Unis ce sont huit lignes téléphoniques qui ont été installées.

Des techniciens des PTT ont été réquisitionnés pour pouvoir intervenir jour et nuit en cas de panne. Certains étaient sur le pied de guerre dès le début des vacances de Noël.

L'austérité n'était donc pas de mise. Un milliard de centimes pour le bon plaisir de quatre chefs d'Etat. En revanche 8.000 demandeurs du téléphone en Guadeloupe attendent depuis plusieurs années que les PTT le leur installent.

Les responsables de l'administration auront-ils toujours le culot d'évoquer l'insuffisance de moyens financiers pour justifier ces longues attentes et le caractère défectueux des communications téléphoniques.?

En ce qui concerne les moyens de retransmission télévisée, l'administration n'a pas là non plus lésiné sur les investissements. Du matériel de très grande qualité, même hautement sophistiqué a été envoyé pour l'occasion.

La radio-télévision, qui en d'autres temps est incapable de fournir aux populations de Deshaies, de Pointe-à-Pitre des transmissions correctes put pendant trois jours émettre en mondo-vision. Un car vidéo-mobile avait été dépêché sur place.

Il en est ainsi dans ce monde capitaliste : les princes ont droit à des égards que ne mérite point le petit peuple.

Jean IGNACE.

UNE AUBAINE POUR QUELQUES UNS

Durant toute la semaine dernière les feux de l'actualité étaient braqués sur la Guadeloupe.

Les capitalistes hôteliers en ont largement profité car plus d'une semaine à l'avance la totalité des hôtels de la Grande Terre affichaient complet. Il fallait en effet loger des centaines de journalistes ainsi que toutes les personnes qui composaient la suite des chefs d'Etat. Il a même manqué des places, à tel point que FR3 a dû lancer plusieurs appels aux particuliers qui pourraient louer une chambre...



BERNIER, maire de St-François, présenté à CALLAGHAN (Ph. H. ROUDIL)

Les grandes sociétés capitalistes de l'île, banques, chaînes hôtelières, chambres de commerce, gros planteurs de banane ou usiniers ont voulu eux aussi profiter de ce sommet pour leur publicité. C'est ainsi que dans le quotidien français «Le Monde» des 7 et 8 janvier, quatre pages centrales étaient remplies de placards publicitaires vantant les qualités des uns ou les mérites des autres.

Par contre la population, les travailleurs, les petits entrepreneurs n'ont rien gagné dans toute cette affaire.

On retiendra un exemple, criant s'il en faut !

Alors que le «département» regorgeait de touristes, journalistes et autres officiels, les chauffeurs de taxi ont été délibérément écartés de ce circuit providentiel. L'administration avait choisi de faire appel aux concessionnaires locaux d'automobiles pour le transport de la suite des chefs d'Etat.

Les chauffeurs de taxi ont d'ailleurs protesté contre ce choix de l'administration coloniale dans un communiqué à la radio.

Quant aux simples touristes, ceux qui étaient étrangers aux suites officielles, ils ont parfois été pénalisés par le déroulement du sommet des grands en Guadeloupe. Certains ont été tout bonnement délogés de leurs hôtels.

SPORT ET POLITIQUE

Parmi les personnalités qui composaient la suite de Giscard en Guadeloupe se trouvait la championne Chantal Réga. Par ailleurs, tout un chacun aura pu voir les photos où Giscard paradait avec Réga et Trésor à ses côtés. Selon la grande presse, ce dernier aura même manqué une séance d'entraînement pour rester aux côtés du Président.

Ainsi, nous avons là encore un témoignage du fait que le gouvernement multiplie les occasions d'utiliser de manière publicitaire les athlètes antillais qui ont acquis une certaine célébrité.

Dernièrement, c'est Jacques Rousseau, champion d'Europe du saut en longueur qui fut chargé d'une mission aux Antilles par le gouvernement.

En fait, il y a au moins deux raisons à cette démagogie du pouvoir en matière sportive.

Il s'agit tout d'abord de rechercher de futurs porteurs de médailles qui pourront rehausser le prestige de l'Etat français tant à l'étranger qu'en France même. C'est bien là d'ailleurs l'utilisation que tous les pays font des sportifs.

Mais le gouvernement utilise aussi les sportifs antillais pour une autre raison. Connaissant la popularité d'une Réga, d'un Trésor ou d'un Janvion dans la population, sachant qu'ils représentent un symbole de réussite et d'ascension sociale pour les jeunes Antillais, les colonialistes présentent les sportifs ayant «réussi» comme un témoignage de la justesse de leur politique et comme un exemple à imiter.

Et en paradant avec les sportifs antillais, Giscard tente de faire coup double: d'un côté, il espère que leur popularité rejaillira sur son gouvernement, de l'autre côté il les présente comme des exemples à une jeunesse réduite au chômage à l'exploitation et à la misère, et qui bien souvent se fait des illusions sur la possibilité de s'en sortir grâce au sport.

au lep du lamentin guadeloupe: trois journées contre l'impérialisme

Lors de la venue en Guadeloupe de Carter, Giscard, Schmidt, Callaghan, les élèves du LEP du Lamentin se sont mis en grève pour protester contre l'impérialisme.

Ils ont voulu montrer ainsi leur mécontentement durant toute la durée du séjour de ces quatre chefs d'Etat, et sont restés en grève du jeudi 4 au samedi 6. Ils ont organisé une projection-débat sur le pillage du Tiers-Monde, à l'intérieur de l'établissement. Cette projection a suscité des discussions très intéressantes. La libération des peuples, la prise du pouvoir par les travailleurs, le socialisme, sont autant de sujets qui ont été discutés par les élèves du LEP du Lamentin.

En dénonçant ces chefs d'Etat responsables de la misère des pays pauvres et sous-développés dont fait partie la Guadeloupe, ils ont exprimé les sentiments de nombreux jeunes de ce pays. Certes, les élèves n'ont pas toujours une conscience politique claire des choses, mais beaucoup de jeunes ressentent cependant une colère grandissante contre un système capitaliste et colonial qui ne leur offre aucune perspective.

SELECTION CINEMA

Bientôt, vous pourrez voir sur les écrans de Fort-de-France :

1) AU C.M.A.C.

«LE CHAGRIN ET LA PITIE» de Marcel OPHULS.

Une grande fresque de la dernière guerre mondiale vue des deux camps.

(Dimanche 14 à 17h et 19h) (parties 1 et 2).

«ANGELA DAVIS - L'ENCHAINEMENT» de J. Daniel SIMON.

Une interview de la célèbre militante noire américaine.

(Dimanche 14 à 15h et lundi 15 à 19h30).

«IL PLEUT TOUJOURS OU C'EST MOUILLE» de J. Daniel SIMON.

A travers l'histoire d'un jeune fermier, les difficultés économiques du monde agricole français.

(Mardi 16 à 20h).

2) CINEMA ARCHIPEL *(Ancien Sainte-Catherine - Route de Schœlcher).*

«LA ROUTE DE LA VIOLENCE» de J. KAPLAN.

Le visage caché de l'Amérique découvert par un homme qui se fait transporteur indépendant et qui se heurte à la puissance des trusts et des syndicats pourris pris en main par la maffia.

(Jeudi 18 à 20h, Vendredi 19 à 21h, Samedi 20 et Dimanche 21 à 18h et 21h).

«FACE A FACE» d'Ingmar BERGMAN.

Une crise psychologique profonde, déclenchée à la suite d'un viol, vécue par une jeune psychiatre.

(Mardi 23 à 20h et Jeudi 25 à 16h).

LEP LAMENTIN MARTINIQUE : LE RECTORAT A RECULE

La mobilisation des élèves et des parents des élèves du LEP du Lamentin a donc fait reculer l'administration rectorale.

On se rappelle qu'un incident entre un élève et un surveillant avait entraîné une grève dans l'établissement. Et que toute une campagne de presse, France-Antilles en tête, voulut jeter le discrédit sur les jeunes des LEP traités pour l'occasion de «voyous» et de «vandales».

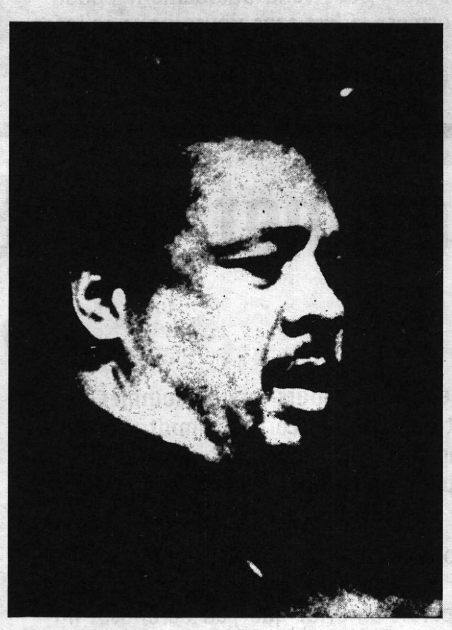
Le rectorat, qui orchestrait toute l'affaire donna une suite pratique à cette campagne de presse injurieuse et alla jusqu'à fermer l'établissement, et exiger la réinscription des élèves par leurs parents à la rentrée de janvier. Et pour parfaire «la chasse aux sorcières», il décida le renvoi de 8 élèves pour la plupart membres du comité de grève.

Mais c'était sans compter avec élèves et parents qui se sont dressés contre l'arbitraire de DOUMENGE. Les parents refusèrent de réinscrire leurs enfants. Au jour de la rentrée sur 1400 environ 200 réinscriptions seulement furent enregistrées. Quant à GELAS, l'élève qui avait été faussement accusé d'avoir agressé un surveillant et renvoyé de l'établissement, sa sanction fut ramenée à 10 jours de renvoi et 6 mois de sursis. Les 7 autres élèves renvoyés furent tous réintégrés sans aucune sanction.

Ainsi, les élèves et parents ont pu faire échec à la répression de DOUMENGE et d'ABAUL grâce à leur mobilisation.

Ces incidents ont révélé une fois de plus que les LEP ne sont que les antichambres de l'exploitation des jeunes travailleurs qu'on prépare dès l'école à subir sans broncher toutes les vexations.

Charlie Mingus: la musique de la colère



Le célèbre jazzman américain Charlie MINGUS est mort la semaine dernière au Mexique. Il avait 57 ans.

Charlie MINGUS était une des grandes figures du jazz, connu à la fois comme compositeur et comme musicien virtuose de la contrebasse. Il fut d'ailleurs le premier à donner à cet instrument, considéré jusque là comme simple instrument d'accompagnement, une place à part entière dans l'orchestre ou en solo.

Après avoir joué avec les musiciens de jazz les plus prestigieux : Louis ARMSTRONG, Lee YOUNG, Lionel HAMPTON, Charlie PARKER, Duke ELLINGTON, Art TATUM, Bud POWELL, pour ne citer que les plus célèbres, il fonda son propre orchestre : «Jazz Workshop».

MINGUS a choisi d'exprimer à travers sa musique la révolte des Noirs américains. Révolte contre le racisme, l'oppression sociale, la ségrégation qui parque les Noirs dans les ghettos des grandes villes américaines. «Ma musique parle au peuple noir et essaie de prendre sa défense contre le fric, les esclavagistes, les exploiteurs capitalistes», dit Charlie MINGUS. Cette prise de position courageuse et ferme lui valut d'ailleurs de nombreuses inimitiés dans les milieux professionnels du spectacle dont il critiquait souvent le racisme et la collusion parfaite avec le système capitaliste.

Et c'est autant pour ce message de lutte et de révolte, que pour la beauté et la sensibilité de son art, que le grand Charlie MINGUS restera dans les mémoires.

~ ECHOS DES ENTREPRISES ~

ROBERT MARTINIQUE

le personnel de l'hospice en grève



COMMUNIQUE

SYNDICAT CGTM DES SERVICES DE SANTE SECTION DE L'HOSPICE DU ROBERT

Nous, personnel de l'hospice du Robert, avons été acculés à rentrer en grève non limitée à compter du lundi 8-01-79 pour les raisons suivantes :

— Notre salaire de décembre n'a pas été payé jusqu'à cette date;

— Les indemnités de dimanche et jours fériés ainsi que les gardes de nuit des derniers semestres 77 et 78 ne sont pas payés;

De ce fait l'administration porte l'entière responsabilité des difficultés financières rencontrées par nos créanciers.

— Les aide-soignants stagiaires de l'établissement ont été rétrogradés sans préavis par erreur de l'administration;

— Les problèmes d'hygiène et de sécurité soulevés depuis quelque temps ne sont toujours pas résolus.

Nous ne comptons plus sur les promesses. Nous sommes déterminés à rester en grève jusqu'à satisfaction de l'ensemble de nos revendications.

Pour la sécurité des pensionnaires, un service est assuré par les grévistes.

DERNIERE HEURE

Le 9, une audience avec le directeur et le président du conseil d'administration n'a pas apporté de résultats sur les principales revendications des employés. Ils n'ont eu que des promesses sous réserve de l'accord du conseil d'administration et de la tutelle.

En tout état de cause le personnel a décidé à l'unanimité la poursuite du mouvement.

GUADELOUPE

GROSSE-MONTAGNE EN GREVE

Le jeudi 4 janvier, les travailleurs de l'usine Grosse-Montagne se sont mis en grève pour défendre leur programme de revendications qui comprend les points suivants :

- Le 13ème mois pour les ouvriers mensuels;
- Une prime de fin d'année pour les ouvriers horaires;
- La mensualisation des ouvriers OP2 et OP3;
- La mensualisation des ouvriers distillateurs;
- La reclassification de l'ensemble du personnel;
- Le maintien de l'effectif des ouvriers permanents;
- Une ambulance;
- Des distributeurs automatiques d'eau;
- De meilleures conditions d'hygiène et de sécurité.

Ce programme de revendications a été présenté à la direction depuis septembre dernier. Les différentes rencontres que les responsables syndicaux (CGT) ont eu avec les patrons n'ont rien donné. Ceux-ci refusent de s'engager tant que l'administration ne leur accorde pas des aides financières.

N'attendant plus rien des négociations, l'ensemble du personnel (garage et distillerie y compris) a déclenché la lutte. Les employés se sont mis aussi en grève par solidarité.

La direction a tenté de faire marcher la distillerie en utilisant un briseur de grève mais elle s'est trouvée face à la colère des travailleurs qui tenaient un piquet devant l'usine.

Une nouvelle négociation a eu lieu le lundi 8 janvier, négociation qui n'a rien donné car les patrons sont restés sur leurs positions. Les travailleurs ont donc décidé de poursuivre la lutte jusqu'à ce que la direction cède.

Fort-de-France : grève à la cmgrr

Depuis plus d'un mois l'ensemble des travailleurs de la CMGRR sont en grève pour l'application de la convention collective. Pour obtenir plus de précisions sur leur mouvement, nous avons rencontré un des membres du conseil d'administration.

C. O. — Vous êtes en grève depuis quand ?

X. — Depuis le 4 décembre, nous sommes 14 à faire grève avec occupation des locaux de la CMGRR.

C. O. — Qu'est-ce que la CMGRR ?

X. — C'est la Caisse Martiniquaise et Guyanaise de Retraite par Répartition. C'est une caisse de retraite complémentaire pour les travailleurs du Bâtiment, du Commerce et d'autres branches hormis les exploitants agricoles et forestiers.

C. O. — Elle est gérée par qui ?

X. — C'est une caisse privée de retraite complémentaire à gestion paritaire où siègent dans un conseil d'administration des représentants patronaux et syndicaux.

C. O. — Pourquoi la grève des 14 employés ?

X. — Depuis 5 ans, la caisse existe sans convention collective. Actuellement cette convention est en passe d'être mise en place. Mais, voilà que le conseil d'administration ou plutôt sa partie patronale, refuse uniquement la valeur du point pour la grille de salaire. Nous voulons que l'indice soit aligné sur l'indice de l'ARCO (Association de Retraite Complémentaire) qui est l'association maîtresse siégeant en France. En ce moment pour l'ARCO, la valeur du point est de 18, c'est ce que nous exigeons, alors que les patrons du conseil d'administration imposent une valeur inférieure qui est de 14,74.

C. O. — Pourquoi cette attitude patronale ?

X. — Les patrons du conseil d'administration prétendent que l'augmentation réclamée alignera les travailleurs sur la convention collective de l'ARCO et que cela les oblige pour l'avenir de rattraper les salaires. C'est pour eux un précédent inacceptable.

L'hypocrisie des patrons les pousse même à dire que l'augmentation ne les gêne pas, c'est le principe même de l'alignement qu'ils ne peuvent tolérer.

C. O. — Pourquoi l'occupation ?

X. — C'est parce que nous ne voudrions pas que le travail soit fait par d'autres.

C. O. — Comment pensez-vous continuer le mouvement ?

X. — Eh bien, les employés de la caisse centrale ont bien tenu 106 jours en 71. Les camarades pensent bien en faire autant.

POINTE A PITRE

Bata: la lutte continue!

Le mouvement des employés des magasins BATA se poursuit en Guadeloupe. Tous les deux ou trois jours, les travailleurs, qui, suivant les conseils de la CGTG ont adopté la tactique des «grèves de harcèlement», effectuent des arrêts de travail. Leurs revendications sont, rappelons-le, le paiement d'un salaire minimum de base de 2.000 F (au lieu de 1.550 F); une prime de 1 % par année d'ancienneté, et le paiement d'un 13ème mois.

Jusqu'à présent, le patron se refuse à céder, ne faisant que de ridicules propositions, accompagnées de réflexions du genre : «Je les paie assez comme cela, ceux qui ne sont pas contents n'ont qu'à aller ailleurs». Excédés par cette attitude, les employés lui ont montré, lundi, qu'ils n'étaient pas prêts à tout accepter sans réagir : ils l'enfermèrent une heure dans son bureau, ne le relâchant que pour se rendre à l'Inspection du Travail.

Lors de cette entrevue, le patron demanda qu'on lui accorde huit jours «de réflexion». Sans doute pense-t-il obtenir ainsi un répit, à l'issue duquel, la fatigue aidant, les employés cesseront leur mouvement en échange de concessions minimes. Mais c'est sans compter avec la détermination des travailleurs de BATA, qui sont décidés, tout au long de ces huit jours, à continuer à agir, et même à durcir leur mouvement.

FdF: MADELEC les ouvriers disent non à l'arbitraire

M' Madkaud possède outre deux magasins, celui de Cluny et de la rue Victor Hugo, une entreprise d'électricité à la zone de «gros» de la Jambette.

Et c'est là que, le mardi 2 janvier ce monsieur a décidé d'infliger 2 jours de mise à pied à un délégué syndical sous le prétexte qu'il avait manqué un jour de travail.

Mais la cause réelle de la sanction est ailleurs. Madkaud n'a pas pardonné aux ouvriers de l'avoir tourné en dérision en lui offrant une tirelire contenant deux francs, lors de la fête de fin d'année qu'ils avaient organisée. Les travailleurs avaient voulu ainsi mettre en évidence l'avarice de leur patron.

De colère, le patron décida alors une série de sanctions arbitraires, dont la mise à pied du délégué.

Mais c'était sans compter sur la solidarité des travailleurs qui arrêtèrent aussitôt le travail, exigeant la réintégration immédiate du délégué et la suppression de toute sanction.

Dès le jeudi matin, les ouvriers obtenaient satisfaction.

EDF Martinique: d'où vient le déficit ?

Le chef de centre, dans ses allocutions de bonne année au personnel, a fait apparaître que le déficit actuel de l'EDF était de plus de 4 milliards et que l'on prévoit d'ici un an un déficit de 50 milliards. Selon lui, il faut impérativement faire des économies.

Cela signifie donc en perspective pour les travailleurs de l'EDF le blocage des salaires et des effectifs, l'accélération des cadences de travail, la réduction en matériel, etc... Nous connaissons ce langage-là ! Quant au public, cela signifie pour lui de nouvelles augmentations des tarifs d'électricité déjà fort élevés.

Par contre, la direction ne dit rien de l'origine de ce déficit. Il faut croire qu'elle ne tient pas trop à dévoiler le fait qu'elle accorde aux capitalistes des tarifs très en dessous du prix de revient, et que les milliards manquants seraient plutôt à chercher de ce côté-là.

En tous les cas, il n'y a aucun doute : c'est à la population et aux employés qu'elle entend les faire payer.

Centre Hospitalier de Fort-de-France: l'Austérité !

Une circulaire ministérielle demande que les augmentations d'effectifs pour l'année 79 soient au plus égales à 1 % de l'effectif budgétaire de l'année 78 de l'établissement.

Ce qui veut dire en clair que le CHFF, dont le tableau des effectifs pour 78 compte environ 1 900 agents seulement, n'embauchera (s'il embauche) que 19 agents en 79.

Ce chiffre est ridicule, par rapport aux besoins des services. Les malades pâtissent déjà du manque de personnel qui ne permet pas d'assurer des conditions d'hospitalisation correctes. Quant aux employés, ils en supportent aussi les conséquences en étant surchargés de travail.

Mais il faut croire que l'austérité décidée par le gouvernement n'est pas pour tout le monde. Puisqu'en même temps qu'il annonçait ces mesures de restriction dans les services publics, il dépensait sans compter des centaines de millions pour le sommet de Guadeloupe.

STE GUADELOUPE : grève des ouvriers

A l'appel de leurs sections CGT et CFDT, les travailleurs de la STE (Sté Pravaz) sont en grève depuis 10 jours. Ils réclament le paiement d'un 13e mois. Jusqu'à présent, le patron ne veut leur accorder qu'une prime de 450 F pour 1 700 heures annuelles. Les travailleurs ont rejeté cette proposition et entendent poursuivre leur lutte jusqu'à satisfaction.



A NOS LECTEURS !

Le Journal COMBAT OUVRIER est désormais hebdomadaire.

Vous pouvez le trouver en Guadeloupe et en Martinique dans les kiosques et les librairies au prix de 1F50.

Réclamez-le à votre libraire.

COMBAT OUVRIER hebdomadaire est vendu en France au prix de 2 F.

Tarif d'Abonnement :

Antilles :	*pour un an*	*65,00 F*
	pour 6 mois	*35,00 F*
France :	*pour un an*	*100,00 F*
	pour 6 mois	*50,00 F*

Abonnez-vous pour soutenir le journal !

IRAN: LA POPULATION REJETTE LE NOUVEAU GOUVERNEMENT

Tandis que le Premier ministre CHAPOUR BAKHTIAR annonce la formation d'un Conseil de Régence, et l'éloignement provisoire du Shah pour «que la Constitution puisse être appliquée», la réprobation unanime de la population à l'égard de ce nouveau gouvernement se manifeste ouvertement. Celle-ci rejette catégoriquement CHAPOUR BAKHTIAR et ses tentatives de maintenir intact le régime du Shah, sous couvert de «réformes démocratiques».

La mobilisation populaire ne se dément pas : le dimanche 7, journée de grève générale appelée par le Front National d'opposition, et le lundi 8, proclamé journée de deuil national par l'Ayatollah KHOMEINY et la hiérarchie religieuse, des centaines de milliers de personnes ont manifesté dans les grandes villes du pays. Ces derniers jours, de nombreux membres de la SAVAK (police politique) reconnus par la foule, ont été lynchés, et des locaux de torture découverts, mis à sac et brûlés. La population ne pardonne pas à la police du Shah ses exactions et ses atrocités.

L'armée semble avoir reçu des ordres de modération car elle n'a pas tiré; CHAPOUR BAKHTIAR ne tient sans doute pas, pour le moment, à élargir par de nouvelles tueries le fossé qui le sépare déjà de la population. Mais rien ne dit que l'armée obéira aux ordres et ne se livrera pas à de nouveaux massacres dans les jours qui viennent.

La situation politique apparaît donc bloquée à l'heure actuelle. Visiblement, le gouvernement civil mis en place ne trouve aucun consensus populaire. Et, que le Shah s'en aille ou pas, c'est de toute façon face à l'armée que se trouve la population. Et c'est bien là tout le drame.



Le face à face avec l'armée signifie toujours pour la population du sang et des morts. Quant à la politique actuelle des dirigeants de l'opposition, religieux, ou civils, elle laisse la population désarmée. Cette direction, tout en appelant la population à manifester sans arrêt pour réclamer le départ du Shah, se refuse à appeler les manifestants à s'attaquer à l'armée. Vue la mobilisation massive du peuple iranien et la combativité évidente dont il fait preuve depuis des mois, il lui serait possible de s'opposer à l'armée avec des chances de succès.

Mais ni l'Ayatollah Khomeiny, ni le front national ne proposent cette politique à la population et les millions d'hommes et de femmes pleins d'espoir qui les suivent risquent d'avoir à payer un jour encore bien plus cher cette politique.

Emigration: salpetriere titularisation pour tous

A la cuisine de l'hôpital de la Salpétrière à Paris, la direction s'est débrouillée pour éliminer la majorité des Antillais agents hospitaliers, qu'elle jugeait trop revendicatifs à son gré. Aujourd'hui il ne reste pratiquement que des Antillais employés comme «hommes ou femmes de ménage». Ces travailleurs ne touchent que 1.400 F par mois car l'administration ne leur permet de faire que des journées de 7 heures 30 au lieu de 8 heures. De plus, ils n'ont aucune garantie d'emploi, ce qui permet à la direction de leur imposer toutes ses conditions comme celle par exemple d'assurer, en plus de son travail, et dans les mêmes «7 heures et demie», le remplacement d'un agent au réfectoire.

Cette situation est inadmissible.

L'Assistance publique se retranche derrière le fait que la plupart de ces travailleurs sont trop âgés pour entrer dans la fonction publique et être titularisés. Ce prétexte, du moins pour les femmes qui constituent la majorité des Antillais de la cuisine, l'administration ne l'a plus. Une loi vient de supprimer la limite d'âge pour l'entrée des femmes dans la fonction publique.

Cela, les «femmes de ménage» de la Salpétrière le savent et elles ont décidé de ne pas se laisser faire.

CAMBODGE: LA CHUTE DE PHNOM.PENH

La capitale du Cambodge, Phnom-Penh, est tombée le 7 janvier aux mains des troupes vietnamiennes et de leurs alliés du FUNSK (Front Uni National du Kampuchea), à la suite d'une offensive qui aura duré moins de 2 semaines.

Le prince Sihanouk, ancien chef de l'Etat avant la venue au pouvoir des Khmers Rouges, est sorti de sa retraite pour se rendre aux Nations Unies. Il entend utiliser cette tribune pour demander à l'assemblée, et notamment aux représentants des grandes puissances occidentales, de refuser de reconnaître le nouveau régime, et de condamner l'agression vietnamienne contre son pays. Il précise qu'il ne demande ni une intervention militaire directe, ni des armes ou des crédits, mais simplement que «la France et les Etats-Unis, en particulier, fassent une pression telle sur le Vietnam, qu'il se voit contraint de retirer ses troupes».

Bénéficiant entre autres du soutien de Pékin, Sihanouk prend donc le parti du régime des Khmers Rouges, aujourd'hui contraints à reprendre le maquis.

La rapidité de la progression vietnamienne et de l'installation du FUNSK sont sans doute pour l'essentiel dues à l'écrasante supériorité militaire du Vietnam. On ne peut que s'interroger sur l'audience réelle de ses alliés du FUNSK, dont le mouvement a été créé il y a juste un mois. Si leur pouvoir se stabilise, ils le devront en grande partie à l'appui des troupes vietnamiennes.

Il est possible qu'une partie de la population du Cambodge ne soit pas fâchée de voir renverser le régime des Khmers Rouges, dont la presse occidentale s'est complue à souligner les exactions. Reste à savoir si la nouvelle équipe au pouvoir, que rien de fondamental, hormis l'alliance avec le Vietnam, ne distingue de la précédente, mènera une politique plus satisfaisante pour la population.

Quant aux partisans des Khmers Rouges, soutenus entre autres par la Chine, ils sont bien décidés à entreprendre des actions de guérilla. C'est dire que la chute de Phnom-Penh ne signifie pas pour autant la fin de la guerre dans cette partie du monde, déjà si durement éprouvée depuis plus de trente ans.

Max RODON.

cartes de séjour renouvelées pour les travailleurs algériens

Lors de la semaine du dialogue avec les immigrés, le secrétaire d'Etat à l'immigration, Stoleru, avait fait une déclaration lourde de menaces pour les travailleurs algériens en France. En effet, pour 350.000 d'entre eux, leur carte de séjour arrivait à expiration en 1979, après 5 ans pour certains, 10 ans pour les autres. Et Stoléru avait annoncé que les Algériens ne devaient pas s'attendre à voir renouveler toutes les cartes, sous le prétexte que «les Français ne le comprendraient pas», compte tenu du nombre de chômeurs en France.

Mais Stoleru aurait mieux fait de se taire. Cette semaine, son gouvernement a décidé de renouveler pour un an les 350.000 cartes de séjour concernées.

Le problème c'est que, du moins pour le moment, la bourgeoisie française ne peut pas se passer des travailleurs immigrés. Bien sûr, elle voudrait bien que les chômeurs français acceptent d'occuper les emplois — généralement les plus pénibles, les plus sales les plus mal payés — qu'occupent les travailleurs immigrés. Mais cela suppose que cette bourgeoisie ait réussi à acculer la classe ouvrière française à accepter les pires conditions de vie et de travail. Mais, si les capitalistes font des efforts dans ce sens, en demandant la diminution des indemnités versées aux chômeurs, ou en favorisant la propagande contre ceux qui refusent des emplois inférieurs à leur qualification, ils n'y sont pas arrivés pour le moment.

Alors ils prennent des demi-mesures, comme celle relative aux travailleurs algériens. Cela permet à ces capitalistes de poursuivre la politique actuelle tout en se réservant la possibilité d'en changer demain et éventuellement d'expulser à tour de bras les travailleurs immigrés.

IL Y A VINGT ANS, LA REVOLUTION CUBAINE

C'est à la tête d'une armée paysanne que les compagnons de Castro entraient triomphalement à La Havane le 1er janvier 1959, tandis que le régime sanglant du dictateur BATISTA s'écroulait. Batista lui-même fuyant précipitamment l'île en avion.

Une semaine plus tard, le 8 janvier, c'est CASTRO lui-même qui faisait une entrée triomphale dans la capitale cubaine.

Quelques semaines auparavant, l'armée «rebelle» descendue des montagnes, avait commencé, avant de se diriger finalement vers la capitale, à investir les unes après les autres les principales villes de l'île. Elle provoquait à son approche la débandade éperdue de l'armée de Batista, corrompue et pourrie, et entrainaît sur son passage le ralliement enthousiaste des couches populaires et de la petite bourgeoisie citadine qui rejetaient avec joie et soulagement le régime haï du sinistre dictateur.

Le nouveau régime soutenu par la majorité de la population, s'emploie alors à mettre en œuvre quelques réformes démocratiques et à réorganiser la police et l'armée.

Le mouvement paysan a un objectif : la réforme agraire. Les paysans, armés, n'attendront pas que les nouvelles lois soient promulguées : dès les premiers jours de la victoire, ils s'emparent des terres des gros propriétaires.

Mais l'impérialisme américain, qui croyait pouvoir s'entendre avec CASTRO, ne voit pas d'un bon œil le mouvement populaire qui accompagne la réforme agraire. Il réplique par des mesures de rétorsion économiques, comme la réduction du quota de sucre acheté à Cuba par les Etats-Unis, espérant ainsi ramener à une plus étroite soumission le régime cubain. Mais CASTRO, qui a derrière lui les milliers de paysans armés, ne cède pas aux injonctions de l'impérialisme. Il se tourne vers l'URSS tout en ripostant au blocus économique de l'île organisé progressivement par les Etats-Unis. Il nationalise toutes les entreprises américaines. L'impérialisme tente alors de réduire Cuba par la force : mais le débarquement qu'il tente à la Baie des Cochons en 1961 est repoussé par l'armée et le peuple cubains.

Depuis, Cuba s'est mise sous la protection complète de l'URSS et tente grâce à son aide de reconstruire une économie nationale viable.

Mais si le peuple cubain, pour avoir repoussé l'impérialisme américain et s'être imposé à lui, a suscité et suscite encore bien des marques d'admiration et de respect, il reste encore à la classe ouvrière de ce pays à jouer son rôle. Car ce n'est pas la classe ouvrière qui dirige ce pays. En aucun cas la classe ouvrière cubaine n'est intervenue de façon indépendante organisée dans ses propres organes de pouvoir. Ce ne fut pas cette classe-là qui prit le pouvoir.

Cela aurait d'ailleurs changé bien des choses car le régime cubain aurait alors pu défendre réellement les intérêts du prolétariat mondial et apparaître comme un exemple pour les travailleurs du monde entier. Il aurait pu par là-même se rendre plus indépendant non seulement de l'impérialisme mais aussi de l'Union Soviétique.

Or actuellement, la nature du régime mis en place en 59 le conduit, pour sauvegarder ses intérêts nationaux, à faire acte d'allégeance totale aux intérêts de la bureaucratie soviétique au détriment des intérêts des travailleurs.

Claire GOYA.

COMBAT OUVRIER

Directeur de publication :
G. BEAUJOUR
Adresser
toute correspondance :
ANTILLES :
Gérard BEAUJOUR
B.P. 214
97110 POINTE-A-PITRE
(GUADELOUPE)
ou B.P. 386
97204 FORT-DE-FRANCE
(MARTINIQUE)
FRANCE :
Combat Ouvrier
B.P. 80
93302 AUBERVILLIERS
Cédex
Impression
CIF Pointe-à-Pitre
Commission paritaire